

Le G20 veut associer assainissement budgétaire et soutien de la croissance

La taxe sur les transactions financières n'est pas mentionnée dans le communiqué final

Los Cabos (Mexique)
Envoiyé spcial

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du G20 qui s'est tenu à Los Cabos (Mexique), lundi 18 et mardi 19 juin, est-il un bégalement de celui de Cannes de novembre 2011, comme affirme un participant dépité? On peut-on considérer avec Francis Hollande que « les objectifs les plus importants (...) ont été atteints » et avec le président américain Barack Obama que l'Europe a « montré qu'elle se dirige vers un avantage d'intégration plutôt que vers une rupture »?

Au-delà de cette auto-congratulation inévitable dans les sommets internationaux, celui de Los Cabos a été peu fructueux, de l'avis général. Il pouvait difficilement en être autrement, la présidence mexicaine n'ayant disposé que de sept mois pour le préparer en raison des élections présidentielle et législative prévues au Mexique début juillet.

Certes, le président français est allé à se féliciter que la déclaration finale ait mis « la croissance au premier niveau de nos discussions et au premier rang de nos priorités ». En effet, jamais les mots « croissance » et « soutien de la demande » n'avaient été autant répétés dans un texte de conclusion d'un G20. Cela va dans le sens du fonds de commerce électoral de M. Hollande (« l'austérité pour l'austérité n'est pas la solution »), mais ce n'est que la confirmation du mantra répété depuis le sommet de Pittsburgh en septembre 2009 en faveur d'une « croissance forte, durable et équilibrée ».

Avec Los Cabos, on assiste à une « réorientation des politiques de tous les pays en faveur de la croissance », selon le premier ministre indien Manmohan Singh. Autrement dit, sous l'effet de la dégradation de la conjoncture, les « Vingt » se sont persuadés de ce que leur conseille le Fonds monétaire international (FMI) depuis deux ans : il leur faut combiner des mesures d'économies destinées à assainir

Le mémorandum grec en question

Antonis Samaras, le leader de Nouvelle Démocratie, devait boucler, mercredi 20 juin à Athènes, la formation d'un gouvernement dont la première mission sera de renégocier le programme d'assainissement signé avec la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI), en échange du second plan d'aide.

« Un nouveau mémorandum doit être signé », a indiqué mardi un haut responsable de l'Union monétaire : en raison de la crise politique, qui a paralysé l'action du gouvernement sortant, « il serait illusoire » de conserver le programme négocié en mars avec les bailleurs de fonds de la zone euro.

Le sujet risqué de susciter de longs débats lors d'une réunion des ministres des finances de la zone euro jeudi 21 juin au Luxembourg, en présence de Christine Lagarde, la directrice générale du FMI. Pour certains pays, dont l'Allemagne, le réaménagement du plan d'ajustement doit être minimal, tandis que d'autres, dont la France, n'excluent pas d'accorder une rallonge financière au pays pour alléger les sacrifices demandés à la population grecque.

les comptes publics avec des mesures de soutien pour conforter leur demande, donc l'emploi, et jouer de l'accélérateur autant que du frein en fonction des capacités budgétaires des uns et des autres.

On peut souligner deux autres avancées : la mention de l'emploi des jeunes, cher au président français, et l'appel à une coopération fiscale internationale, chère aux ONG. Le résultat n'est pas considérable.

Comme à Cannes, les malheurs de l'Europe ont occupé le devant de la scène et si elle n'a pas été plus durement mise en accusation pour le trouble que sa dette jette dans l'économie mondiale, c'est qu'elle a

Si l'Europe n'a pas été plus durement mise en accusation, c'est qu'elle a promis « plus d'Europe » et des mesures fortes

promis « plus d'Europe » et des mesures fortes – telle une union bancaire – pour y remédier lors de son sommet de Bruxelles, le 28 juin.

Comme à Cannes, les « Vingt » ont prôné la stabilité financière, le renforcement du système bancaire, le refus du protectionnisme, la fluctuation normale des taux de change ou la maîtrise de la volatilité des prix des produits agricoles et énergétiques.

Comme à Cannes, ils ont félicité la Chine pour son yuan qui se rapproche de la normale. Comme à Cannes, ils ont oublié le financement du développement ou celui destiné à lutter contre le réchauffement climatique. Où est passée la proposition du rapport de Bill Gates de taxer le transport maritime à cette fin?

On comprend donc la déception des ONG qui pleurent les impasses faites sur la sécurité alimentaire ou sur les dangers des agro-carburants, tout comme sur la disparition de la mention d'une taxe possible sur les transactions financières. « C'est un résultat extrêmement décevant pour les pays en développement », a commenté Carlos Zarco, porte-parole d'Oxfam. La crise européenne doit être réglée, car elle a des conséquences sur ceux-ci, mais les chefs d'Etat ont perdu de vue les besoins des plus pauvres dont la moitié vit pourtant dans les pays du G20. »

M. Hollande a affecté de ne pas s'émouvoir de la suppression de la mention à une taxe sur les transactions financières apparue pour la première fois dans la déclaration finale de Cannes... à l'initiative de son prédécesseur.

« Elle disparaît peut-être du communiqué final », a-t-il commenté, mais elle va surgir du conseil européen pour les pays qui en décideront (...) J'ai bon espoir. Elle ne sera pas décidée à l'échelle du G20, mais dans le cadre d'une coopération renforcée, la France et l'Allemagne étant d'accord pour la mettre en œuvre ». Il s'est risqué à promettre son « entrée rapide en vigueur, dans l'année 2013 ».

M. Hollande commence à peine à apprendre les règles du jeu du G20 où « chacun a ses prises de guerre », comme l'a résumé l'un de ses ministres, et où ces « prises » sont linguistiques et fort peu spectaculaires. ■

DAVID REVAULT D'ALLONES
AVEC ALAIN FAUJAS (À PARIS)